

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Un-referendum-pour-les-eoliennes>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°39 > **Un référendum pour les éoliennes et pas pour les déchets nucléaires ?**

1er août 2008

Un référendum pour les éoliennes et pas pour les déchets nucléaires ?

Des sénateurs, dont l'ancien président de Région Jean-Claude Etienne, proposent de rendre obligatoire la consultation des citoyens pour l'implantation d'éolienne. Et Bure, dans tout ça ?

Une proposition de loi, déposée récemment au Sénat par Philippe Marini, et soutenue par quelques vedettes de la majorité comme Hubert Falco, devenu depuis secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, l'ancien Premier ministre Jean- Pierre Raffarin, Serge Dassault, Gérard Larcher ou encore l'ancien président du Conseil régional de Champagne-Ardenne et actuel sénateur de la Marne Jean-Claude Etienne, tend "à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur" (50 mètres). Une consultation dont le résultat ne lierait toutefois pas les collectivités territoriales concernées.

Selon ces chers sénateurs, "si l'expansion de cette source d'énergie renouvelable est un bien, elle ne doit se traduire, sur le terrain, ni par des nuisances, notamment visuelles, trop importantes pour les riverains, ni par une défiguration des paysages avoisinants".

"Le temps où certains voulaient imposer aux populations des projets est révolu"

Les sénateurs ajoutent : "Le temps où certains voulaient imposer aux populations des projets est révolu. La demande d'information et de transparence est aujourd'hui essentielle. Chaque élu a non seulement le devoir d'y faire droit, mais aussi celui de susciter la participation des citoyens". C'est beau comme de l'antique !

Mais, il n'y a pas si longtemps, plus de 50 000 Haut-Marnais et Meusiens ont signé une pétition réclamant un référendum local - non décisionnel également - sur l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure. Demande refusée au prétexte qu'une collectivité locale ne peut organiser un référendum sur un sujet qui n'est pas de sa compétence, comme cela semble être le cas pour le nucléaire.

Au-delà de la question juridique, "sur ces questions complexes, l'outil référendaire apparaît bien inadapté", avait de toute façon martelé Bruno Sido au Sénat, lors du vote de la loi sur les déchets nucléaires en juin 2006.

Pourtant, le stockage de déchets nucléaires est a priori plus préoccupant pour les citoyens que l'implantation d'éoliennes. D'où la réaction d'une lectrice de L'affranchi, Bernadette Remenant, surprise de cette initiative des sénateurs : "A mon sens, l'implantation d'éoliennes est bien plus judicieux et permet avec d'autres énergies renouvelables de réduire le besoin en électricité d'origine nucléaire et par conséquent de réduire la quantité de ces déchets dont personne ne sait que faire".

Pour les déchets nucléaires, il y a les fameux fonds d'accompagnement

Mais si le référendum apparaît "inadapté" pour les déchets nucléaires, comme le soutien Bruno Sido, n'est-ce pas plutôt lié aux fameux fonds d'accompagnement du laboratoire de Bure (20 millions d'euros par an pour les deux départements concernés qui permettent, par exemple, au Conseil général de la Haute-Marne de reconstruire ou réhabiliter la totalité de ses collèges ou encore de construire un nouveau mémorial dédié au général de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises ?)

N'est-ce pas lié aussi aux actions désormais menées sur le terrain par EDF, le CEA et AREVA qui, à cause du projet d'enfouissement des déchets qu'ils produisent, entendent faire de la Meuse et de la Haute-Marne "un territoire de référence pour une nouvelle offre en énergie renouvelable valorisant la biomasse" ou encore "un territoire pilote pour la maîtrise de la demande en énergie et la réduction des émissions de CO2 par les bâtiments", sans oublier de "valoriser le potentiel industriel de Meuse et Haute-Marne, en particulier la métallurgie" et d'apporter "un appui au développement ou à l'implantation de PME-PMI et un accompagnement des collectivités locales dans leurs projets de développement » ?

Evidemment, toutes ces mesures n'existent pas pour favoriser l'implantation des éoliennes. Mais cela n'empêche pas Bruno Sido d'utiliser Bure comme une monnaie d'échange dans le cadre du projet de réforme des armées quand il dit : "On ne peut pas à la fois recevoir l'enfouissement des déchets nucléaires et accepter le départ des militaires. Les Haut-Marnais ne le comprendraient pas".

Et si on leur demandait leur avis ?

L'Affranchi de Chaumont

C.P. 25.04.08